



**MINISTÈRES
ÉDUCATION
JEUNESSE
SPORTS
ENSEIGNEMENT
SUPÉRIEUR
RECHERCHE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction générale
des ressources humaines**

Secrétariat général
Service de l'appui au pilotage et des ressources
Département du dialogue social
Secrétariat du comité social d'administration ministériel
de jeunesse et sports

Paris, le 29 juin 2026

**Ordre du jour
du comité social d'administration ministériel de jeunesse et sports
du 2 juillet 2026 à partir de 10 heures
(Salle E. Tabarly – 95 avenue de France – Paris 13^e)
Ordre du jour rectificatif – annule et remplace l'ordre du jour daté du 17 juin 2026**

1. Désignation du secrétaire adjoint de séance
2. Suivi des textes examinés aux précédents CSAMJS
3. Approbation des procès-verbaux des séances du CSAMJS des 21 novembre 2025 et 5 février 2026

4. Point pour avis

Projet de décision du (...) fixant les conditions et modalités d'utilisation des technologies de l'information et de la communication par les organisations syndicales dans le cadre des élections professionnelles de 2026 - (DGRH E et DGRH EP26)

5. Points pour information

5a. Point d'étape sur les élections professionnelles de 2026 - (DGRH EP26)

5b. Point relatif à un projet d'instruction sur l'habilitation des organismes de formation - (DS)

6. Point à la demande de la moitié au moins des représentants titulaires du personnel

Mutation et affectation des lauréats de concours

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère de l'éducation nationale

Décision du (...) fixant les conditions et modalités d'utilisation des technologies de l'information et de la communication par les organisations syndicales dans le cadre des élections professionnelles de 2026

NOR :

Le ministre de l'éducation nationale, le ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'espace et la ministre des sports, de la jeunesse et de la vie associative,

Vu le code général de la fonction publique

Vu le décret n° 2022-421 du 23 mars 2022 modifié relatif à la formation spécialisée instituée au sein du comité social d'administration ministériel du ministère chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche ;

Vu le décret n° 2022-564 du 15 avril 2022 modifié relatif aux comités sociaux d'administration ministériels relevant du ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports ;

Vu le décret n° 2022-670 du 26 avril 2022 modifié relatif aux commissions administratives paritaires compétentes à l'égard de certains fonctionnaires relevant du ministre chargé de l'éducation nationale et du ministre chargé de l'enseignement supérieur ;

Vu le décret n°2025-570 du 23 juin 2025 relatif aux comités sociaux d'administration ministériels relevant du ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche ;

Vu le décret n°2026-342 du 30 avril 2026 relatif aux électeurs aux comités sociaux d'administration ministériels relevant des ministres chargés de l'éducation, de l'enseignement supérieur, de la recherche, de la jeunesse et des sports ;

Vu l'arrêté du 4 novembre 2014 relatif aux conditions générales d'utilisation par les organisations syndicales des technologies de l'information et de la communication dans la fonction publique de l'Etat ;

Vu l'arrêté du 26 avril 2022 modifié instituant des commissions administratives paritaires au sein des ministères chargés de l'éducation nationale, de la jeunesse, des sports et de l'enseignement supérieur ;

Vu l'arrêté du 12 mai 2022 instituant des commissions administratives paritaires compétentes à l'égard de certains personnels relevant du ministre chargé de l'enseignement supérieur ;

Vu l'arrêté du 12 juillet 2022 relatif au comité social d'administration ministériel de la jeunesse et des sports commun au ministère chargé de la jeunesse et au ministère chargé des sports ;

Vu l'arrêté du 12 mai 2026 portant création de comités sociaux d'administration au sein des ministères chargés de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur, de la recherche, de la jeunesse et des sports ;

Vu la décision du 26 avril 2016 relative aux conditions et aux modalités d'utilisation des technologies de l'information et de la communication par les organisations syndicales ;

Vu la décision du 11 juillet 2019 relative aux conditions et aux modalités d'utilisation des technologies de l'information et de la communication par les organisations syndicales dans les services relevant du ministère de l'éducation nationale et de la jeunesse ;

Vu l'avis du comité social d'administration ministériel de l'éducation nationale du 04 juin 2026 ;

Vu l'avis du comité social d'administration ministériel de l'enseignement supérieur et de la recherche du ;

Vu l'avis du comité social d'administration ministériel de la jeunesse et des sports du ;

Décident :

CHAPITRE I^{er}

DISPOSITIONS LIMINAIRES

Article 1^{er}

La présente décision a pour objet de fixer les principes et les modalités d'utilisation des technologies de l'information et de la communication, au sein des services et des établissements publics des ministres chargés de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur, de la recherche, des sports et de la jeunesse par les organisations syndicales dont la candidature a été reconnue recevable aux élections organisées en 2026, pour le renouvellement général des instances représentatives du personnel afin de leur permettre de communiquer des informations syndicales sous forme dématérialisée.

CHAPITRE II

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 2

Les dispositions de la décision ministérielle du 11 juillet 2019 et de celle du 26 avril 2016 sont suspendues à compter du vendredi 23 octobre 2026 et jusqu'au dimanche 13 décembre 2026.

Article 3

Les technologies de l'information et de la communication mises à disposition des organisations syndicales, mentionnées à l'article 1^{er}, sont composées d'au moins une adresse de messagerie électronique aux coordonnées de l'organisation syndicale, d'une page d'information syndicale qui lui est spécifiquement réservée, accessible à l'ensemble des personnels sur le site intranet ou à défaut sur le site internet des différents services et établissements publics, ainsi que de la mise à disposition de listes de diffusion.

Article 4

L'accès aux technologies de l'information et de la communication pendant la période électorale est ouvert aux organisations syndicales mentionnées à l'article 1^{er}, après désignation par écrit auprès du chef du service ou de l'établissement public, d'un ou de plusieurs interlocuteurs référents qui peuvent être extérieurs au service ou à l'établissement public concerné. Si elle le souhaite, un seul référent peut être désigné par la même organisation syndicale pour l'ensemble des scrutins auxquels elle candidate.

Article 5

L'accès aux technologies de l'information et de la communication pendant la période électorale est autorisé à compter du mercredi 4 novembre 2026 et jusqu'à la veille de l'ouverture des scrutins, soit le 2 décembre 2026.

Aucune utilisation des technologies de l'information et de la communication n'est admise pendant les jours d'ouverture des scrutins.

Article 6

Seules les adresses de messagerie électronique syndicale enregistrées par le service ou l'établissement public concerné peuvent être utilisées pour l'émission de messages à destination de la boîte professionnelle des agents.

La dénomination des adresses de messagerie électronique syndicale fait apparaître explicitement le nom ou le sigle de l'organisation syndicale ou de la candidature commune.

Les principes de confidentialité énoncés à l'article 5 de l'arrêté du 4 novembre 2014 susvisé s'appliquent à l'ensemble des messages et informations transmis par les organisations syndicales au titre du présent chapitre.

Article 7

Dans le cadre de la publication d'informations syndicales sur le site intranet ou, à défaut, sur le site internet du service, la mise en ligne de liens hypertextes est autorisée.

Article 8

L'administration fournit aux interlocuteurs référents désignés par les organisations syndicales une assistance technique et une formation, incluant une sensibilisation aux bonnes pratiques de l'utilisation des technologies de l'information et de la communication, dans les mêmes conditions que pour tout utilisateur appartenant à un service ou à un établissement public.

Article 9

En cas d'inobservation des termes de la présente décision ou de la politique de sécurité des systèmes d'information, entraînant un fonctionnement anormal du réseau informatique qui entrave l'accomplissement des missions de l'administration, celle-ci se réserve le droit de suspendre, à titre conservatoire, tout type d'accès aux services offerts, après en avoir informé l'organisation syndicale concernée.

CHAPITRE III

COMMUNICATION DES ORGANISATIONS SYNDICALES AU SEIN DES SERVICES CENTRAUX, DES SERVICES DÉCONCENTRÉS ET DES ÉTABLISSEMENTS PUBLICS LOCAUX D'ENSEIGNEMENT RELEVANT DU MINISTRE CHARGÉ DE L'ÉDUCATION NATIONALE

Article 10

L'administration fournit une liste de diffusion par scrutin dont le périmètre correspond aux électeurs appelés à exprimer leur vote. Un libellé unique par organisation syndicale candidate ou par candidature commune et par scrutin est attribué.

Dans le cas d'une candidature commune, le sigle comportant les noms des organisations syndicales est fourni par celles-ci et dans l'ordre souhaité.

Article 11

Le volume d'un message électronique (corps du message et, le cas échéant, pièces jointes) ne peut dépasser 100 kilooctets. Dans le corps des messages, l'insertion de liens hypertextes est autorisée.

Le calendrier d'envoi des messages des organisations syndicales est organisé par scrutin et indiqué en annexe 1 de la présente décision. L'origine syndicale de l'envoi est mentionnée dans l'objet de chaque message électronique.

Article 12

Le nombre de messages autorisé par scrutin et pour chacune des listes de candidats, listes d'union ou candidature sur sigle est fixé à :

- 2 messages pour le comité social d'administration ministériel de l'éducation nationale ;
- 2 messages pour le comité social d'administration ministériel de la jeunesse et des sports ;
- 2 messages pour le comité social d'administration ministériel de l'enseignement supérieur et de la recherche ;
- 2 messages pour le comité social d'administration centrale unique, les comités sociaux d'administration de proximité des académies et les comités spéciaux des vice-rectorats de Nouvelle-Calédonie, de Polynésie Française, de Wallis-et-Futuna et du service de l'éducation nationale de Saint-Pierre-et-Miquelon ;
- 1 message pour les commissions administratives paritaires nationales ;
- 1 message pour les commissions administratives paritaires académiques, départementales ou locales ;
- 1 message pour les commissions consultatives paritaires académiques concernant les agents contractuels.

Le calendrier de la communication des organisations syndicales pour l'envoi de ces messages est indiqué en annexe 1 de la présente décision.

Article 13

Afin de permettre un éventuel désabonnement des listes de diffusion, un lien est inséré au pied de page de chaque message. Le réabonnement volontaire par l'agent est possible par ce même lien.

CHAPITRE IV

DISPOSITIONS CONCERNANT LES ÉTABLISSEMENTS PUBLICS RELEVANT DES MINISTRES CHARGÉS DE L'ÉDUCATION NATIONALE, DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR, DE LA RECHERCHE, DES SPORTS ET DE LA JEUNESSE AUTRES QUE LES ÉTABLISSEMENTS PUBLICS LOCAUX D'ENSEIGNEMENT

Article 14

Les conditions de mise en œuvre des dispositions du chapitre II de la présente décision sont fixées, dans chaque établissement public relevant des ministres chargés de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur, de la recherche, des sports et de la jeunesse par une décision du président ou du directeur, mentionnant le nombre de messages autorisé pour les scrutins locaux, après avis du comité social d'administration d'établissement, sous réserve de l'application des dispositions des articles 15, 16 et 17 de la présente décision.

Article 15

Pour les établissements publics relevant du ministre chargé de l'éducation nationale, le nombre de messages autorisé pour la diffusion de la communication de chaque organisation syndicale candidate ou de la candidature commune aux scrutins ci-après est le suivant :

- 2 messages pour le comité social ministériel de l'éducation nationale ;
- 1 message pour les commissions administratives paritaires nationales ;
- 1 message pour les commissions administratives paritaires académiques ou départementales dont relèvent les personnels affectés au sein des établissements publics qui sont appelés à voter, par voie électronique, pour ces scrutins.

Les dispositions des articles 10 et 11 de la présente décision sont applicables aux messages mentionnés au présent article.

Le calendrier de la communication des organisations syndicales pour l'envoi de ces messages est indiqué en annexe 1 de la présente décision.

Article 16

Pour les établissements publics relevant du ministre chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche, le nombre de messages autorisé pour la diffusion de la communication de chaque organisation syndicale candidate ou de la candidature commune aux scrutins ci-après est le suivant :

- 2 messages pour le comité social d'administration ministériel de l'enseignement supérieur et de la recherche ;
- 1 message pour les commissions administratives paritaires nationales ;
- 1 message pour les commissions administratives paritaires académiques dont relèvent les personnels affectés au sein des établissements publics.

Les dispositions des articles 10 et 11 de la présente décision sont applicables aux messages mentionnés au présent article.

Le calendrier de la communication des organisations syndicales pour l'envoi de ces messages est indiqué en annexe 1 de la présente décision.

Article 17

Pour les établissements publics relevant du ministre chargé des sports et de la jeunesse, le nombre de messages autorisé pour la diffusion de la communication de chaque organisation syndicale candidate ou de la candidature commune aux scrutins ci-après est le suivant :

- 2 messages pour le comité social ministériel de la jeunesse et des sports ;
- 1 message pour les commissions administratives paritaires nationales ;
- 1 message pour les commissions administratives paritaires académiques ou départementales dont relèvent les personnels exerçant au sein des établissements publics, y compris pour les personnels administratifs exerçant leurs fonctions dans les services des établissements publics relevant des ministres chargés de la jeunesse et des sports ;
- 1 message pour les commissions consultatives paritaires académiques dont relèvent les agents contractuels.

Les dispositions des articles 10 et 11 de la présente décision sont applicables aux messages mentionnés au présent article.

Le calendrier de la communication des organisations syndicales pour l'envoi de ces

messages est indiqué en annexe 1 de la présente décision.

Article 18

Les décisions prévues à l'article 14 de la présente décision, prises par les directeurs et présidents des établissements publics, sont rendues publiques sur un espace dédié du site internet des établissements.

Article 19

La présente décision sera publiée au *Journal officiel* de la République française.

Fait le

Le ministre de l'éducation nationale
Pour le ministre et par délégation
Le directeur général des ressources humaines

C. GEHIN

Le ministre de l'enseignement supérieur,
de la recherche et de l'espace
Pour le ministre et par délégation
Le directeur général des ressources humaines

C.GEHIN

La ministre des sports, de la jeunesse
et de la vie associative
Pour la ministre et par délégation
Le directeur général des ressources humaines

C. GEHIN

Annexe 1 :		
Calendrier de diffusion de la communication des organisations syndicales		
*1 = envoi 1		
*2 = envoi 2		
Calendrier par date		
Plage d'ouverture d'envoi des messages	Scrutin concerné	Heures d'ouverture pour l'envoi des messages par les OS
mercredi 04 novembre 2026	CSA MEN 1 + CSA MJS 1 + CSA MESR 1	envoi de 0h à 24h
jeudi 05 novembre 2026	CSA MEN 1 + CSA MJS 1 + CSA MESR 1	envoi de 0h à 24h
lundi 09 novembre 2026	CCMMEP 1	envoi de 12h à 24h
mardi 10 novembre 2026	CCMA 1 + CCMI 1 + CCMD 1	envoi de 12h à 24h
jeudi 12 novembre 2026	CSA ACA 1 + CSA CENTRALE 1 + CSA SP 1	envoi de 0h à 24h
vendredi 13 novembre 2026	CSA ACA 1 + CSA CENTRALE 1 + CSA SP 1	envoi de 0h à 24h
mardi 17 novembre 2026	CAPN 1 + CCP 1	envoi de 0h à 24h
mercredi 18 novembre 2026	CAPA 1 + CAPD 1 + CAPL 1	envoi de 12h à 24h
jeudi 19 novembre 2026	CSA ACA 2 + CSA CENTRALE 2 + CSA SP 2	envoi de 0h à 24h
vendredi 20 novembre 2026	CSA ACA 2 + CSA CENTRALE 2 + CSA SP 2	envoi de 0h à 24h
mardi 24 novembre 2026	CCMMEP 2	envoi de 12h à 24h
mercredi 25 novembre 2026	CCMA 2 + CCMI 2 + CCMD 2	envoi de 12h à 24h
jeudi 26 novembre 2026	CSA MEN 2 + CSA MJS 2 + CSA MESR 2	envoi de 0h à 24h
vendredi 27 novembre 2026	CSA MEN 2 + CSA MJS 2 + CSA MESR 2	envoi de 0h à 24h
Calendrier par scrutin		
Scrutin concerné	Plage d'ouverture d'envoi des messages	Heures d'ouverture pour l'envoi des messages par les OS
CSA MEN 1 + CSA MJS 1 + CSA MESR 1	mercredi 04 novembre 2026	envoi de 0h à 24h
CSA MEN 1 + CSA MJS 1 + CSA MESR 1	jeudi 05 novembre 2026	envoi de 0h à 24h
CCMMEP 1	lundi 09 novembre 2026	envoi de 12h à 24h
CCMA 1 + CCMI 1 + CCMD 1	mardi 10 novembre 2026	envoi de 12h à 24h
CSA ACA 1 + CSA CENTRALE 1 + CSA SP	jeudi 12 novembre 2026	envoi de 0h à 24h
CSA ACA 1 + CSA CENTRALE 1 + CSA SP	vendredi 13 novembre 2026	envoi de 0h à 24h
CAPN 1 + CCP 1	mardi 17 novembre 2026	envoi de 0h à 24h
CAPA 1 + CAPD 1 + CAPL 1	mercredi 18 novembre 2026	envoi de 12h à 24h
CSA ACA 2 + CSA CENTRALE 2 + CSA SP	jeudi 19 novembre 2026	envoi de 0h à 24h
CSA ACA 2 + CSA CENTRALE 2 + CSA SP	vendredi 20 novembre 2026	envoi de 0h à 24h
CCMMEP 2	mardi 24 novembre 2026	envoi de 12h à 24h
CCMA 2 + CCMI 2 + CCMD 2	mercredi 25 novembre 2026	envoi de 12h à 24h
CSA MEN 2 + CSA MJS 2 + CSA MESR 2	jeudi 26 novembre 2026	envoi de 0h à 24h
CSA MEN 2 + CSA MJS 2 + CSA MESR 2	vendredi 27 novembre 2026	envoi de 0h à 24h
Détail Sigle/Scrutin		
CSA MEN + CSA MJS + CSA MESR	Comités sociaux d'administration ministériels	
CCMMEP + CCMA + CCMI + CCMD	instances de l'enseignement privé sous contrat	
CCP	CCP : Commissions consultatives paritaires académiques compétences à l'égard des agents contractuels	
CSA ACA + CSA CENTRALE + CSA SP	Comités sociaux académique + administration centrale + Comité spécial de proximité (Saint-Pierre-et-Miquelon et vice-rectorat Wallis-et-Futuna, Polynésie-française, Nouvelle-Calédonie)	
CAPN	Commissions administratives paritaires nationales	
CAPA + CAPD + CAPL	Commissions administratives paritaires académiques, départementales ou locales	



**MINISTÈRES
ÉDUCATION
JEUNESSE
SPORTS
ENSEIGNEMENT
SUPÉRIEUR
RECHERCHE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Secrétariat général
Département du dialogue social
Secrétariat du comité social d'administration
ministériel de la jeunesse et des sports

**Direction générale
des ressources humaines**

Paris, le 3 juillet 2026

**Attestation de passage
au comité social d'administration ministériel
de la jeunesse et des sports (CSAMJS)**

Le directeur général des ressources humaines certifie que, lors de la séance du 2 juillet 2026, le comité social d'administration ministériel de la jeunesse et des sports a examiné le **projet de texte suivant** :

Projet de décision du (...) fixant les conditions et modalités d'utilisation des technologies de l'information et de la communication par les organisations syndicales dans le cadre des élections professionnelles de 2026

Lors de cet examen, l'administration n'a pas présenté d'amendement.

Les représentants des personnels n'ont déposé aucun amendement.

Le projet de texte a fait l'objet des expressions de vote suivantes (*) :

Pour : 10 (8 UNSA ; 2 CFDT)

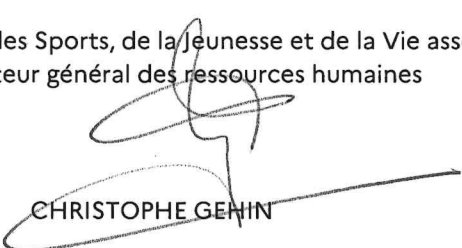
Contre : 4 (1 Solidaires ; 2 FSU ; 1 CGT)

Abstentions : 0

(*) Un représentant de Solidaires était absent.

L'avis est favorable.

Pour la ministre des Sports, de la Jeunesse et de la Vie associative,
Le directeur général des ressources humaines


CHRISTOPHE GEHIN